



CONVENTION TRIPARTITE

Convention tripartite 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant des contingents des réservataires ville de la Celle Saint-Cloud et Versailles Grand Parc sur le territoire de la commune de Celle Saint-Cloud

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Les réservataires que sont la ville de Celle Saint Cloud représentée par son Maire, Monsieur Olivier Delaporte et la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc représentée par son Président, Monsieur François de Mazières d'une part,

et

SA HLM TOIT ET JOIE, Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 12 040 000 €, dont le siège est à PARIS 15ÈME ARRONDISSEMENT (75015), 82 rue Blomet, identifiée au SIREN sous le numéro 572 150 175 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS, représentée par Madame Sylvie VANDENBERGHE, agissant en sa qualité de Directrice Générale de ladite société, fonction à laquelle elle a été nommée en vertu d'une délibération du conseil d'administration qui s'est réuni le 22 décembre 2022, est convenu de ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations ;
- de mettre en œuvre les orientations de la Conférence Intercommunale du Logement.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention tripartite définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation de la ville de La Celle Saint-Cloud et de la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc sur le patrimoine du bailleur TOIT ET JOIE implanté sur la commune de La Celle Saint-Cloud, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional »)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de La Celle Saint Cloud.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur TOIT ET JOIE sur le territoire de

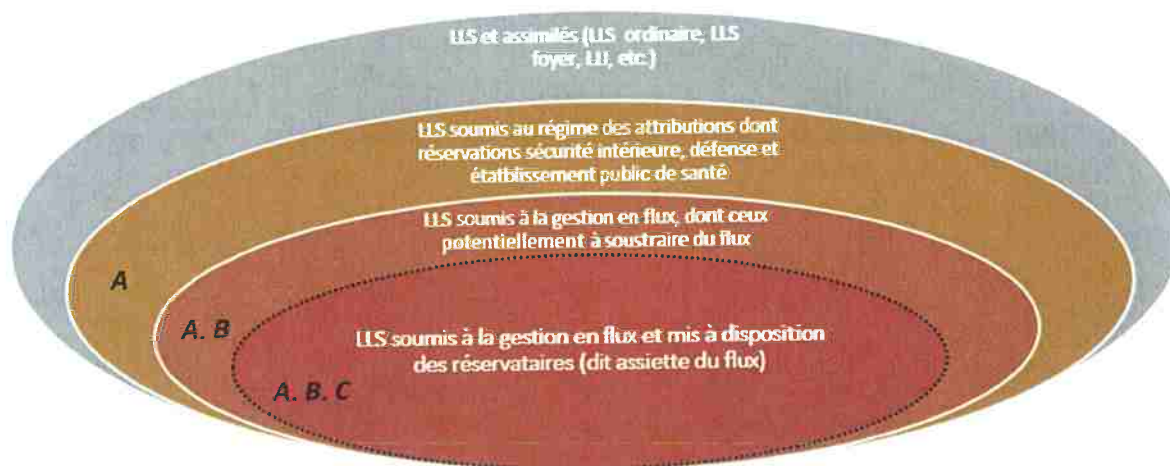
La Celle Saint-Cloud dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire la ville de La Celle Saint-Cloud et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département des Yvelines / de l'Essonne.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur TOIT ET JOIE gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire La Celle Saint-Cloud soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux. Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufuit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 ¹:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
 - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
 - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.

¹ Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
 - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc ou de la ville de la Celle-Saint Cloud en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur TOIT ET JOIE à la ville et à la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 31/12/2023, les réservataires disposent de :

- 23 droits de suite dans le parc du bailleur TOIT ET JOIE sur le territoire de la Celle Saint Cloud pour le réservataire Commune de La Celle Saint-Cloud.
- 1 (logement PLAI) droit de suite dans le parc du bailleur TOIT ET JOIE sur le territoire de la Celle Saint Cloud pour le réservataire Versailles Grand Parc.

Le détail de l'état initial des réservations est annexé à la présente convention pour le réservataire Versailles Grand Parc et le réservataire ville de la Celle Saint Cloud.

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur TOIT ET JOIE et les réservataires Versailles Grand Parc et ville de la commune de la Celle Saint Cloud.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.

Il est retenu les données RPLS pour calculer ce taux de rotation.

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT $\neq$ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT $\neq$ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années (2017 à 2022), sur le parc du bailleur TOIT ET JOIE, tous contingents confondus, à l'échelle de Versailles Grand Parc.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022, soit 7.5% à l'échelle de Versailles Grand Parc/ la ville de Celle Saint Cloud.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 01 janvier 2024, les réservataires disposent de :

- 62 droits uniques sur le parc du bailleur TOIT ET JOIE sur le territoire de la commune de la Celle Saint Cloud pour le réservataire La Celle Saint-Cloud.
- 6 droits uniques dans le parc du bailleur TOIT ET JOIE sur le territoire de la commune de la Celle Saint Cloud pour le réservataire Versailles Grand Parc.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entière du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par les réservataires ville de la Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par la ville de Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc auprès du bailleur TOIT ET JOIE dans le territoire la Celle Saint Cloud, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le territoire de la Celle Saint Cloud, la part de logements réservés représente 1% au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 2 logements à orienter par le bailleur TOIT ET JOIE à la ville de Celle saint Cloud.

A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 1 logement à orienter par le bailleur TOIT ET JOIE à Versailles Grand Parc.

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par les réservataires ville de Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ces derniers auprès du bailleur TOIT ET JOIE.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation des réservataires ville de Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation de Versailles Grand Parc ou de la ville, en fonction de la collectivité qui garantit l'emprunt.
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes :

- La non présentation de candidature par le réservataire sous 30 jours ;
- Le refus du logement par le candidat après la CALEOL (voir si possible de retirer car si le candidat refuse il est proposé automatiquement au candidat retenu 2 puis 3è rang).

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par les réservataires Versailles Grand par et ville de La Celle Saint Cloud auprès du bailleur TOIT ET JOIE

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

Afin de suivre de manière distincte l'épuisement des droits uniques de Versailles Grand Parc et de la ville, la règle de comptabilisation suivante sera appliquée : le décompte des droits uniques pour chacun des deux réservataires se fera au prorata de la part de droits uniques détenus par chacun sur

le parc du bailleur X. Exemple : si l'EPCI dispose de 50 droits uniques sur le parc du bailleur X d'un côté et que la ville dispose de 50 autres droits uniques sur ce parc, une attribution sur deux sera décomptée comme étant un droit unique de l'EPCI. Un suivi de l'épuisement des droits uniques par réservataire sera réalisé à l'occasion du bilan annuel prévu à l'article VII. de la présente convention.

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la réglementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

A. Gestion directe des contingents ville de Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc

Avec le bailleur TOIT ET JOIE, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent des réservataires de la ville de Celle Saint Cloud et de Versailles Grand Parc, dans sa totalité.

B. Délégation du contingent de Versailles Grand Parc à la ville de la Celle Saint Cloud.

Conformément à la possibilité ouverte par l'article 48 de la Loi du 27 février 2002 dite Démocratie de proximité qui crée l'article L. 5215-27 du CGCT, la communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc est amenée à apporter des garanties d'emprunts aux opérateurs réalisant des logements sociaux. En contrepartie, un droit de réservation lui est attribué sur ces logements. A ce jour, la compétence logement n'étant pas transférée, Versailles Grand Parc entend faire gérer son droit de réservation par la ville d'implantation de la construction.

La ville de la Celle Saint Cloud propose des candidats sur son contingent réservé et sur celui de Versailles Grand Parc.

La délégation du contingent intercommunal n'est pas conclue à titre onéreux. En conséquence aucune rémunération n'est prévue.

C. Transmission des avis de vacance

Les vacances de logement sont portées à la connaissance de la ville la Celle Saint Cloud et de Versailles Grand Parc par les organismes bailleurs par mail.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- Plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 3 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer la ville de la Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

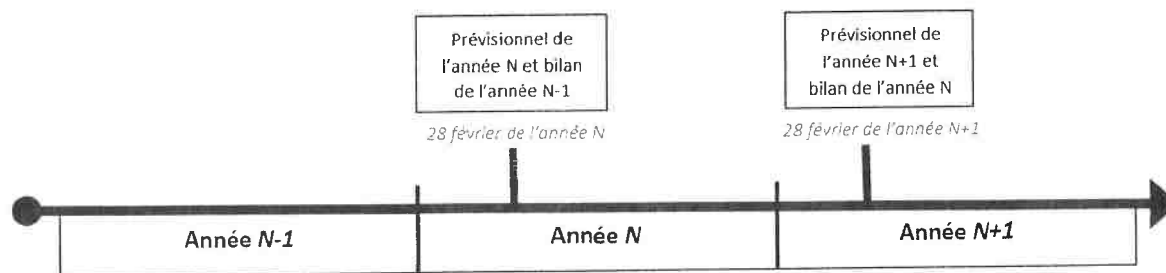
VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux des réservataires ville de la Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc dans le parc du bailleur TOIT ET JOIE durant l'année N-1 sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année N.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par les réservataires ville de Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc au 1er janvier de l'année N et le volume consommé de droits uniques durant l'année N-1.



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services des réservataires ville de la Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc et du bailleur TOIT ET JOIE.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
 - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
 - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
 - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
 - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
 - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
 - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
 - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
 - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

Ces informations seront communiquées par le bailleur au travers de la maquette présente en annexe.

C. Des instances de suivi et validation

Les instances de suivi et de validation entre les réservataires ville de La Celle Saint-Cloud, TOIT ET JOIE et Versailles Grand Parc et le bailleur TOIT ET JOIE sont les suivantes :

- Point annuel : présentation du bilan prévu à la section VII. de la présente convention.
- Points de suivi autant que de besoin, notamment dans la première année de mise en œuvre

Ces instances veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui pourrait être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur TOIT ET JOIE de ses engagements, les réservataires ville de la Celle Saint Cloud et Versailles Grand Parc peuvent résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1^oa).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Le renouvellement de la convention sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en trois exemplaires à Paris le 02 juillet 2025

Le bailleur TOIT ET JOIE, représenté par sa directrice générale, Madame Sylvie VANDENBERGHE



TOIT et JOIE
ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT
82, rue Blomet
75731 PARIS CEDEX 15
La Directrice Générale
Sylvie VANDENBERGHE

Le réservataire Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, représenté par son Président, François de Mazières

Le réservataire Ville de La Celle Saint Cloud représenté par son Maire, Monsieur Olivier Delaporte

Annexe 1 : Etat des lieux détaillé des réservations au 31.12.2023

Réservations au 31-12-2023 au sein de la ville de La Celle Saint Cloud :

GRPE	ESI	TYPE HABITAT	DESTINATION	TYPE DE DROIT DU BAILLEUR	TYPOLOGIE	ETAGE	SURFACE HABITABLE	DEPT	CODE POSTAL	COMMUNE	ADRESSE	FINANCEMENT	RESERVATAIRE
230	230-1-1-1	Collectif	Habitation	Pleine prop	F2	RDC	45,73	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-1-6	Collectif	Habitation	Pleine prop	F4/F5	2	79	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-1-10	Collectif	Habitation	Pleine prop	F4/F5	4	78,29	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-2-16	Collectif	Habitation	Pleine prop	F4/F5	3	78,6	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	2 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-2-18	Collectif	Habitation	Pleine prop	F4/F5	4	78,56	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	2 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-3-21	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3	1	56,48	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	3 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-4-30	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3/F4	1	66,81	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	4 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-4-33	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3	2	56,61	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	4 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-4-34	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3/F4	3	66,26	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	4 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-5-38	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3	RDC	55,16	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	5 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-5-39	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3	1	56,68	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	5 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-5-41	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3	2	56,34	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	5 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-6-47	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3	RDC	55,05	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	6 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-6-48	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3/F4	1	66,4	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	6 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-6-52	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3/F4	3	66,14	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	6 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-6-54	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3/F4	4	65,97	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	6 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-1-7-60	Collectif	Habitation	Pleine prop	F3/F4	2	66,39	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	7 ALLEE D'Auvergne	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-2-1-92	Collectif	Habitation	Pleine prop	F2	1	45,99	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE DU JURA	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-2-1-93	Collectif	Habitation	Pleine prop	F2	1	47,55	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE DU JURA	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-2-1-94	Collectif	Habitation	Pleine prop	F1	1	22,88	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE DU JURA	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-2-1-98	Collectif	Habitation	Pleine prop	F2	3	45,75	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE DU JURA	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-2-1-99	Collectif	Habitation	Pleine prop	F2	3	47,42	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE DU JURA	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD
230	230-2-1-102	Collectif	Habitation	Pleine prop	F2	4	47,48	78	78170	LA CELLE ST CLOUD	1 ALLEE DU JURA	PLS	MAIRIE DE LA CELLE SAINT CLOUD

Réservations au 31-12-2023 au sein de la Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc :

GRPE	NOM RESIDENCE	ESI	TYPE HABITAT	DESTINATION	TYPE DE DROIT DU BAILLEUR	TYPE CHAUFFAGE	ENERGIE	TYPOLOGIE	ETAGE	HANDICAP	ACCESSIBILITE PMR	SURFACE HABITABLE	DEPT	CODE POSTAL	EPCI	COMMUNE	ADRESSE	RESERVATAIRE
196	LA CELLE SAINT CLOUD	196-1-2-17	Collectif	Habitation	Pleine propriét	Collectif	GAZ	F1	RDC	OUI	Accessibilité	34,73	78	78170	CA VERSAILLES GRAND	LA CELLE ST CLOUD	16 AVE CHARLES DE GAULLE	CA VERSAILLES GRAND PARC

Annexe 2 : Estimation des attributions sorties du flux

Nombre prévisionnel d'attributions pour 2024, 2025 ou 2026	8
Moins	
Logements sortis du flux dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne	0
Logements sortis du flux pour les relogements NPNRU pour les besoins du bailleur	0
Logements sortis du flux pour les mutations internes du bailleur	1
Estimation des attributions sorties du flux sur le territoire de la commune de La Celle Saint Cloud	1

TOIT et JOIE
 ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT
 82, rue Blomet
 75731 PARIS CEDEX 15
 La Directrice Générale
 Sylvie VANDENBERGHE

Accusé de réception en préfecture
078-217801265-20251022-2025-73A-DE
Date de réception préfecture : 22/10/2025